

Intervention François Marty Maire de Decazeville
HOPITAL - Manifestation du 2 septembre 2017

Bonsoir à Toutes et à Tous et merci à vous Tous d'avoir répondu si nombreux à l'appel du Tous ensemble.

Je m'exprime au nom de l'ensemble des Elus très nombreux ici cet après midi.

Votre présence massive est essentielle pour l'avenir du bassin car des défis importants nous attendent.

Sans mésestimer le plan de réussite éducative , les problèmes soulevés par le plan de prévention du risque minier (PPRM) ou l'avenir du centre AFPA , deux dossiers urgents s'imposent : le devenir de la SAM et le devenir de l'hôpital , d'où la valeur symbolique forte de cette marche d'un site à l'autre

En ce qui concerne l'hôpital, vous savez que le couperet de la fermeture définitive de la maternité est tombé en juillet, la notion d'exception géographique n'a pas été retenue par l'ARS ni par le Ministère de la Santé...

Notre crainte, vous le savez, était que cette fermeture sonne le début d'un démantèlement de l'hôpital ; c'est bien hélas ce qui nous menace et qui commence à se concrétiser sous la forme d'annonces de départ de médecins ; notre situation était déjà fragile : notre chirurgie est peu développée, nous manquons de médecins spécialistes notamment en anesthésie et en chirurgie.

La carte essentielle qui reste à jouer est celle du GHT, c'est à dire le groupement hospitalier de territoire ; en un mot on a regroupé les hôpitaux de Rodez, Villefranche et Decazeville.

Ces groupements ont pour but d'offrir des soins mutualisés, rationnellement répartis, pour couvrir les besoins d'un territoire donné ; les activités attribuées aux différents hôpitaux ont été définies lors de plusieurs réunions qui se passaient à Rodez, l'hôpital référent ; malheureusement le corps médical de Decazeville s'est peu impliqué pour aller défendre son pré carré ; sur le papier, quand on considère le résultat de cette nouvelle répartition, notre activité chirurgicale avec hospitalisation et notre service de soins continus, en quelque sorte notre réanimation, ne sont plus ou très peu mentionnés.

Nous sommes à un seuil critique où tout se tient ; si nous n'hospitalisons plus en chirurgie les urgences que sont les fractures, les syndromes abdominaux aigus, etc...si nous ne pouvons plus surveiller en soins continus les troubles du rythme cardiaque tout venant, les insuffisances respiratoires ...etc..., . devant toute pathologie sérieuse,

les patients se présenteront spontanément et seront amenés aux urgences ailleurs , notre service des urgences se transformant en une permanence de soins servant à suppléer l'absence de disponibilité immédiate de médecin généraliste ; le recrutement des patients de l'hôpital, qui se fait pour une bonne part aux urgences, sera dès lors réduit, et c'est tout l'hôpital qui va décliner : faible recrutement, faible activité, baisse de nos ressources et par ailleurs, en cas d'urgence vitale, il y aura une réelle perte de chance pour les personnes malades...

Le rôle de l'ARS, par le relais du GHT, est de veiller à la sécurité sanitaire en organisant l'offre de soins la plus judicieuse possible.

Il faut donc que les pouvoirs publics en haut lieu nous aident à conserver un service de chirurgie avec hospitalisation, un service de soins continus pour assumer le gros de la pathologie courante.

Nous avons, lors de notre réunion au ministère de la santé le 20 juillet 2017, demandé une mission d'appui, menée par un haut fonctionnaire de la Santé, pour renégocier le projet médical de territoire en veillant à ce que DECAZEVILLE ne soit pas oublié par ses partenaires et dispose d'un projet d'établissement conséquent et reconnu.

Le Ministère s'est engagé à confier rapidement cette mission spécifique et un récent entretien de notre Députée avec la Directrice de l'ARS a confirmé cela. De plus le Ministère et l'ARS ont proposé la création d'un Comité de pilotage pour améliorer et suivre le projet spécifique de Decazeville. Il y a maintenant URGENCE à respecter ces engagements.

Si nous ne sommes pas appuyés en haut lieu, il ne faut guère compter sur les hôpitaux partenaires pour nous aider à maintenir et développer notre activité ; nous sommes en effet entourés d'hôpitaux qui ont intégré des chirurgiens et des anesthésistes libéraux venus des anciennes cliniques qui travaillent à titre libéral dans le cadre de l'hôpital ; ils sont rémunérés à l'activité ; ils peuvent donc être tentés d'augmenter leur activité à nos dépens ; mais si on raisonne en terme de santé publique, en terme de maillage sanitaire de territoire, il faut l'intervention de l'état pour que notre population soit correctement servie ; nous avons besoin d'un hôpital de proximité performant.

C'est tout l'intérêt de mobilisations comme celle d'aujourd'hui pour que les paroles et les promesses soient suivies d'effet et à nous tous ici sur place à rester unis, solidaires et irréprochables.